

Le peuple islandais montre la voie !

Les Islandais ont décidé à plus de 90 % de rejeter la loi qui prévoyait que l'Islande devait rembourser 3,8 milliards d'euros au Royaume-Uni et aux Pays-bas pour indemniser les clients fortunés britanniques et néerlandais de la banque islandaise Icesave qui avaient perdu leurs avoirs lors de la crise financière. Ainsi ces clients qui avaient joué sur les marchés financiers pour avoir des rémunérations mirobolantes de leurs investissements, et qui sont donc coresponsables de la débâcle financière, auraient dû être remboursés par le peuple islandais !

Ce vote du peuple islandais prend une signification particulière alors que le peuple grec essaie de résister à la violente purge que le gouvernement grec et l'Union européenne veulent lui imposer pour, là aussi, lui faire payer le prix d'une crise dont il n'est nullement responsable. Une même politique d'austérité drastique touche, ou va toucher, tous les pays européens. Partout l'objectif des gouvernements et des institutions de l'Union européenne est de faire payer la crise aux populations, alors même que ce sont les marchés financiers qui sont les responsables de la crise actuelle. Ce sont eux qui, par leur cupidité et leur aveuglement, ont plongé le monde dans la récession. Pour y remédier et pour les sauver de la faillite, les Etats ont dû emprunter auprès... de ces mêmes investisseurs internationaux qui maintenant leur reprochent un endettement dont ils sont les premiers responsables et dont ils profitent. Mieux encore, les banques et autres institutions financières empruntent de l'argent à la Banque centrale européenne (BCE) à un taux extrêmement faible (de l'ordre de 1 %) pour ensuite prêter de l'argent aux Etats à un taux beaucoup plus élevé.

Mais le scandale ne s'arrête pas là. Prenant prétexte d'attaques spéculatives, les instances européennes et les gouvernements veulent prendre des mesures visant à réduire drastiquement les dépenses publiques, notamment celles relatives à la protection sociale et aux services publics. Injustes socialement, ces mesures sont stupides économiquement. Réduire la dépense publique n'aura pour conséquence que de casser nette une activité économique qui peine à redémarrer. Conséquences inévitables : hausse du chômage, baisse des recettes fiscales et donc ... aggravation des déficits publics.

Il faut rompre avec cette logique absurde en commençant à briser les reins à la finance spéculative et arrêter de laisser le financement des Etats dans les mains des marchés financiers. La BCE doit, soit directement, soit indirectement, pouvoir financer les Etats. Ensuite, plutôt que de réduire les dépenses publiques, il faut accroître les recettes de l'Etat. En France, deux moyens simples existent pour cela : supprimer les niches fiscales qui profitent aux plus riches et dont le coût pour le budget de l'Etat est de 70 milliards d'euros ; supprimer les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient le patronat et qui représentent un manque à gagner de 30 milliards d'euros pour l'Etat. Au-delà, il faut imposer une réforme fiscale d'ampleur qui restaure la fonction de l'impôt en taxant fortement les hauts revenus et le capital financier.

Des solutions existent pour sortir du piège de la dette. Mais elles supposent un affrontement avec le patronat et les marchés financiers. Tous les gouvernements européens sont aujourd'hui en train de préparer une politique d'austérité drastique pour faire payer la crise aux salariés et plus largement aux populations, le tout sous le contrôle étroit de la Commission européenne et de la BCE. Il est aujourd'hui grand temps que les salariés européens se mobilisent pour imposer d'autres orientations. Cela devrait être un objectif partagé par toutes les organisations syndicales à l'échelle européenne.

Le 8 mars 2010